



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

20/10/2026

Poursuivre et amplifier la lutte, contre le Capital, l'État bourgeois et tous ceux qui les défendent !

Un mouvement social d'ampleur

Le Parti Révolutionnaire Communistes s'est réjoui de la journée du 17 octobre. Comme nous le disions dans notre communiqué : « *Le 17 octobre, les manifestations et les initiatives de lutte marquent une avancée significative en termes de participation et de niveau contre la politique anti-sociale du gouvernement et du patronat. Le 17 octobre, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui ont participé, partout en France dans les grandes agglomérations, comme dans les villes moyennes et petites aux actions et manifestations, faisant exploser une colère très longtemps contenue. La caractéristique majeure du 17 octobre, c'est l'engagement côte à côte de la jeunesse, des salariés et des retraités exigeant des mesures urgentes contre la vie chère répondant aux revendications et en particulier à celles des lycéens et étudiants que le pouvoir essaye de noyer dans des palabres sans résultat.* ». Effectivement, la mobilisation du 17 octobre marque une nouvelle étape dans l'amplification de la contestation sociale. Une colère profonde s'exprime contre un système sacrifiant nos conditions de vie, nos services publics et notre avenir. C'est une contestation globale du pouvoir et de son action qui émerge, et objectivement, une contestation de la société capitaliste.

Des media à la « gauche », un fil commun : condamner les « violences » et les « dégradations »

La réponse de la Bourgeoisie capitaliste, la classe dominante, et de l'exécutif à son service, nous la connaissons, c'est la répression tous azimuts. Comme le dit le communiqué publié par la FNIC-CGT (Fédération Nationale des Industries Chimiques) : « *Les Lycéens et étudiants parlent de solidarité avec les étrangers, avec les plus faibles, ils revendiquent un service public à hauteur des besoins de tous. Ils ne sont pas dupes des promesses faites par un gouvernement qui n'a qu'un seul mot d'ordre pour mater les manifestants : pas de retenue.* ». Depuis le début du mouvement lycéen, les véhicules de l'idéologie dominante, autrement dit les media, ont tout fait pour taire ou minimiser les violences policières, les éborgnés et les amputés de la main, les frappés à terre et les tabassés. Après le 17 octobre, ils ont parlé uniquement des dégâts matériels. Ils accomplissent parfaitement leur travail au service de la Bourgeoisie impérialiste, ne jamais parler de la mobilisation de masse, la solidarité entre manifestants et les raisons profondes de la colère. Les véhicules de l'idéologie dominante tentent de faire oublier la violence sociale, le mépris et les inégalités subis quotidiennement, les années de passage en force institutionnel, de répression des mouvements sociaux et de refus de répondre aux revendications. Ils font tout pour que ne soient pas évoquées la colère dépassant aujourd'hui largement des revendications sectorielles, et surtout ses causes.

Par ailleurs, la « gauche » politique et ses alliés dirigeants syndicalistes veut absolument distinguer, dans la journée du 17 octobre, des manifestants « pacifiques » largement ciblés par la police, force spéciale de répression et des « casseurs » ou des « pilleurs » que la police aurait laissé faire, tout cela en passant quasiment sous silence le rôle des flics en civil. S'en suit une rhétorique comme quoi toute violence dessert la cause. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, sur X, le 17 octobre au soir, écrit : « *Dans Paris, le commandement aberrant a ouvert la porte au chaos. Les chefs ne savent plus que faire, la troupe a peur et se déchaîne. Je ne sais pas qui entendra ma voix dans de telles circonstances, mais mon message est clair : ceux qui partagent notre combat n'ont rien à faire dans le pillage, le saccage. Quelles que soient les responsabilités du pouvoir et de ses incompetents et leurs violences, nous devons refuser de participer à des actions sans signification politique et contraire à nos méthodes.* ». Il est important de noter, outre l'aspect pseudo pacifiste, l'insistance mise sur l'incompétence du

pouvoir, qui lierait la violence policière à un phénomène de chefs dépassés, alors que tout est une stratégie mûre et réfléchie. Les manifestants, nombreux, réclament un changement intégral de politique ; le Capital n'a pas d'autre solution que d'écraser tout cela dans le sang. Et tous les dirigeants de gauche se sont fendus de messages condamnant les violences avec deux « cibles », les commerçants plaints par tout le monde à l'unisson et les bâtiments détruits, ce que tout le monde déplore également. Beaucoup se préoccupent de ces malheureux édifices mais leur priorité devrait être de déplorer les dégâts humains causés par la milice du Capital. Rappelons-leur ce qu'écrivait Karl Marx dans *La Guerre civile en France*, son ouvrage à propos de la Commune : « *La Commune savait que ses ennemis se souciaient peu de la vie du peuple parisien, et qu'ils accordaient davantage d'importance aux bâtiments de Paris.* ». La question, pour les marxistes-léninistes n'est pas de condamner la violence au nom d'une morale trans-classes comme le fait Mélenchon, mais simplement d'analyser si la violence, nécessaire en cas de révolution, est aujourd'hui utile, nécessaire ou contre-productive.

Le bureau confédéral de la CGT, dans sa déclaration du 19 octobre, indique ceci : « *La journée a malheureusement été gâchée par de nombreuses dégradations et par une stratégie de maintien de l'ordre dangereuse* ». Les dégradations, on le remarque, sont placées hiérarchiquement avant la violence policière, n'étant d'ailleurs pas caractérisée comme telle. Plus loin, nous avons droit à une dissertation sur le « maintien de l'ordre » : « *plutôt que de se concentrer sur le maintien de l'ordre, la doctrine sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestants pacifiques qui ont été blessés, des milliers de manifestants ont été nassés, nos services d'ordre ont été parfois ciblés...* ». En clair, des chefs dépassés et du pouvoir incompetent de Mélenchon au bon maintien de l'ordre démocratique du bureau confédéral de la CGT, on sent une même ligne politique : ne surtout pas mettre en cause l'État bourgeois, ne surtout pas voir caractériser l'État pour ce qu'il est : une force spéciale de répression. **Il n'existe ni chefs incompetents, ni bon maintien de l'ordre, mais un Grand Capital utilisant tous les moyens pour qu'une politique tentant de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit continue d'être appliquée.**

Et si on s'intéressait aux « casseurs » ?

Le terme « casseurs » ou même « pillards », utilisés par les media et tout ce qu'il y a d'officiel dans ce pays, recouvre des réalités bien différentes. Notons tout de même ce qu'a dit, pour les caractériser, le maire socialiste de Coulaines, Christophe Rouillon, à l'occasion des ridicules cérémonies organisées à l'appel de l'Association des Maires de France le 19 octobre : « *Aujourd'hui, on a effectivement une stratégie de bazar de l'extrême gauche trotskyste, néo-léniniste, et marxiste, alliée aux fréristes musulmans et puis aux réseaux maffieux qui sont là pour détruire la République.* ». Bien loin de cette caricature démentie d'ailleurs par le profil des manifestants arrêtés décrit par la procureure de Paris comme sans attache politique, nous essaierons de détailler ce que recouvrent ces vocables. Qui sont donc les « casseurs » dont les réalités sont très différentes ?

- d'abord des provocateurs, flics en civil (des tas de vidéos circulent à ce sujet) et c'est vieux comme la société de classe ;
- ensuite des gens de la mouvance « autonome / anarchiste » idiots utiles du Capital ou flics infiltrés, s'en prenant tout autant aux organisations syndicales qu'aux flics ;
- ensuite, des jeunes qui en ont marre de se faire taper dessus et qui se sont dit, souvent à raison, que le mieux était d'affronter la police et d'arrêter de reculer ;
- ensuite, des militants marxistes-léninistes et trotskistes se disant : c'est l'heure d'affronter la milice du Capital ; nous ne pensons pas, comme eux, que l'heure soit venue, mais comprenons que la résistance aux charges de police peut tout-à-fait s'organiser et respectons leur façon de penser ;
- ensuite encore, des jeunes et moins jeunes ayant tellement de colère après 10 ans de Macron qu'il est impossible de les raisonner sur l'intérêt ou non de casser tel ou tel bâtiment ou magasin ;
- enfin, des profiteurs, eux ont été laissés libres de casser et piller des magasins, en arrivant après les flics en civil qui avaient cassé les vitrines, mais on en exagère la proportion. On pourrait même, par ailleurs, diviser cette dernière catégorie, pas forcément homogène : on a des images de jeunes à Paris qui s'étaient "servis" et ont donné des quantités de nourriture aux SDF.

Nous sommes loin d'un groupe uni avec une unique stratégie, et loin d'avoir une unanimité de pensée politique. Certains, se croyant en 1848, nous expliquent cela par le « lumpenprolétariat », mais la réalité est différente, et surtout, là encore, les arrestations nombreuses, nous disent que les gens comparaissant sont essentiellement des salariés, quelques chômeurs et des étudiants. Ils n'ont donc rien à voir avec les vagabonds allemands servant d'indicateurs à la police prussienne, ni avec les voleurs tués par les révolutionnaires de 1848 en France, pendant l'insurrection de juin.

Quelle stratégie, quelles urgences pour la suite ?

Revenons à la déclaration du bureau confédéral de la CGT, il commence ainsi : « *Depuis des années, la CGT tire, en vain, la sonnette d'alarme sur l'ampleur de la colère face à la violence des politiques patronales et*

gouvernementales : les passages en force sont devenus la norme, la démocratie sociale est méthodiquement mise à mal par les gouvernements et le patronat, les travailleurs et travailleuses et les services publics sont asphyxiés pour préserver les profits des multinationales et des ultra riches... ». Voilà un nouvel exemple du fait que, malgré les dommages causés aux salariés, aux retraités, aux privés d'emploi et aux services publics, malgré une répression d'État comparable aux temps où le pouvoir envoyait l'armée contre les ouvriers, la direction de la CGT n'arrive pas à considérer le gouvernement actuel, ni l'État bourgeois comme des ennemis de classe, contre lesquels la priorité du syndicalisme de lutte des classes est d'organiser le combat. On ne tire pas la sonnette d'alarme pour alerter un ennemi, mais on peut le faire face à quelqu'un considéré comme un partenaire.

Le rôle de la CGT n'est pas de « tirer la sonnette d'alarme », son rôle est de développer ses syndicats, d'organiser la convergence des luttes, la mise en place de la riposte ouvrière et non de jouer au lobby auprès d'un gouvernement qui n'écouterait pas de toute manière.

L'avant dernier paragraphe de la déclaration nous montre que décidément, la direction de la CGT ne change rien à sa stratégie perdante et n'est pas à la hauteur des événements : *« La CGT appelle l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à continuer à se mobiliser pacifiquement et à se réunir partout, sur leurs lieux de travail pour décider de leurs revendications et de la grève de façon à faire du 5 novembre prochain une grande journée de convergence, de grèves et de manifestations. »*. Le cap fixé depuis quinze jours sur une unique journée saute-mouton, avec le label « y compris par la grève », est celui de l'intersyndicale de collaboration de classe. Ce choix d'une date unique et éloignée est aux antipodes de la construction de la grève générale, aux antipodes d'un choix consistant à penser que l'heure est venue de combattre le Capital. Aujourd'hui, la question posée aux salariés et à leurs organisations n'est pas de solliciter les fondés de pouvoir pour demander l'apaisement, ni seulement de dénoncer les ravages commis par Macron et ses gouvernements successifs, mais de construire un rapport de force à la hauteur de la situation. Nous avons une urgence : faire entrer pleinement le monde du travail dans la mobilisation par la grève.

Si la direction de la CGT ne sort pas de sa ligne de collaboration de classe, d'autres conçoivent ce qui est en train de se passer et quels sont les possibles. Les blocages d'universités se poursuivent, un nouveau rendez-vous est fixé pour le 24 octobre. Au sein de la CGT, de nombreuses structures appellent à démarrer et construire la grève dès maintenant. Nous laissons la conclusion à la FNIC-CGT avec des extraits de son communiqué récent : *« Gaz lacrymogènes, coups de matraque, des mains arrachées, des yeux crevés, des milliers de gardes à vue, une centaine d'incarcérations et maintenant partout sur le territoire des couvre-feux ! Ils veulent nous faire peur, ils veulent nous bâillonner ! Mais les jeunes, mobilisés depuis trois semaines, continuent de résister et ils s'organisent. Le déploiement d'une terreur d'État ne les intimide pas. Ils exigent une société plus juste, avec des moyens pour l'éducation, pour leur avenir, pour notre avenir. À côté des slogans anti-fachos, ils crient leur détermination à changer la société. Ils rejettent le capitalisme et ses choix délétères pour la planète. Ils appellent à la grève générale, ils nous appellent à la convergence des luttes. [...] La FNIC-CGT appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs à débattre et à organiser la grève partout où nous sommes. La grève doit être la seule réponse à nos revendications communes avec la jeunesse et pour combattre la répression qu'ils mettent en place pour nous faire taire ! Occupons nos lieux de travail, bloquons les moyens de production, organisons la convergence des luttes. »*.

Oui, la tâche des syndicalistes de lutte des classes n'est pas d'attendre le 5 novembre, mais de construire la grève partout, dès maintenant. Eh oui, la grève, longue, déterminée, est le seul moyen de gagner et d'aider lycéens et étudiants à gagner eux aussi. Le Parti Révolutionnaire Communistes s'inscrit pleinement dans cette stratégie.